

Service civique : les héros de la citoyenneté

Le dispositif, créé sous Nicolas Sarkozy, est monté en puissance et a évolué depuis 2010. Aujourd'hui, Emmanuel Macron en fait l'un des piliers de son plan de relance envers les jeunes

➔ Suite de la 1^{re} page

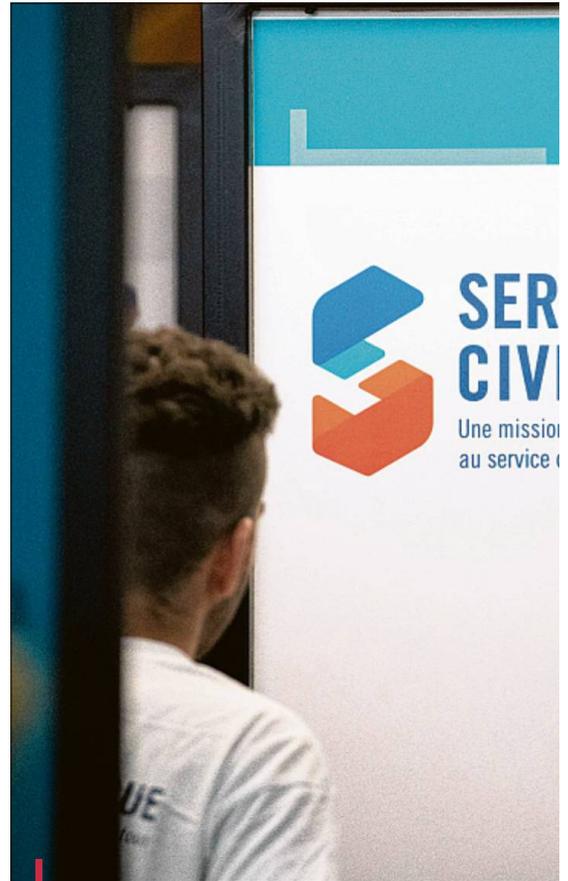
En 2010, au départ de l'aventure, ils sont seulement 6 000 à éprouver un dispositif encore expérimental. Mais le vrai tournant intervient en 2015 au moment où François Hollande décide de faire du service civique un outil de citoyenneté. À partir de ce moment, le nombre de missions explose. Un an plus tard, presque 100 000 jeunes sont séduits par le concept. Aujourd'hui Emmanuel Macron croit, lui aussi, fermement aux vertus d'une mécanique qui a prouvé son efficacité. En juillet dernier, alors que la France se remet à peine d'un premier confinement aux effets dévastateurs, le président de la République affirme sa volonté de renforcer les dispositifs existants. "Nous allons accroître de 100 000 le nombre de missions à la rentrée. C'est un effort très conséquent. Mais il est vrai qu'avec le service civique, on acquiert des compétences, on met un pied dans l'emploi et on fait un travail très utile en cette période si compliquée". Une accélération sans précédent pour un dispositif créé sous Nicolas Sarkozy, développé sous François Hollande et désormais vanté par Emmanuel Macron. Le chef de l'État en a d'ailleurs fait l'un des éléments

L'objectif du gouvernement : 245 000 jeunes passés par le service civique d'ici à la fin de l'année.

clés de son plan de relance en direction des jeunes. Avec pour objectif 245 000 garçons et filles passés par le service civique d'ici la fin de l'année.

Mais derrière les ambitions affichées et les chiffres annoncés apparaissent des inquiétudes. La crainte, notamment, que l'expérience soit réduite ou limitée à six mois. "Il ne faut surtout pas raccourcir la durée des missions, alerte ainsi Marie Trelu-Kane, présidente d'Unis-cité, l'association à l'origine du service civique en France. Plus une mission est longue, plus elle est formatrice pour un jeune. Et certains organismes nous ont déjà prévenus que dans ces conditions, ils cesseraient leur collaboration car ils n'auraient pas le temps de former les jeunes." Avec en filigrane, le risque de perte de financement. Quant aux abus qui verraient des organismes confier aux jeunes des tâches relevant de l'emploi salarié "ils sont très rares et les contrôles ont été renforcés pour les prévenir", assure Sarah El Haïry, la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement.

Pas de quoi en tout cas remettre en cause les fondements d'une aventure qui, en un peu plus d'une décennie, aura permis à 500 000 volontaires de se sentir simplement utiles à la société.



ÉRIC PUECH

En un peu plus d'une décennie, le dispositif aura permis à 500 000 volontaires de se

Des ratés au démarrage

Au départ, l'idée était de proposer aux jeunes de 16-25 ans une action citoyenne. Mais certains organismes ont profité de l'opération pour détourner la mission et transformer l'engagement en emploi. Une manœuvre d'autant plus simple à réaliser que de nombreux engagés étaient des jeunes diplômés en quête d'activité. L'exploitation et le travail précaire n'étaient donc pas loin du service civique, dans certains cas. En 2015, "Envoyé spécial", sur France 2, avait pointé quelques dérives. François Chérèque, alors président de l'Agence du Service Civique, n'avait pas nié le problème. Et même avoué, en manifestant une évidente gêne après un reportage sur une femme en service civique dans une mairie: "Il y aura toujours des dérives!" Une autre émission télé, consacrée "aux mauvaises pratiques de l'État en sa qualité d'employeur" avait mis en cause Pôle Emploi, accusé d'avoir semé la confusion entre jeunes en service civique et personnes en emploi aidés. On apprendait même que des services préfectoraux, en manque d'effectif, n'avaient pas hésité à faire appel à des jeunes engagés. Enfin, la presse écrite s'y mettait aussi. Libération, enquêtant sur cette activité dans le milieu culturel, donnait la parole à des "jeunes exploités" alors que Mediapart n'hésitait pas à parler de "service civique, accélérateur d'inégalités sociales".

J.-J. F.

DÈS 1995 UNIS-CITÉ IMAGINE LE MODÈLE

S'il faut attendre 2010 pour que le président Nicolas Sarkozy décide de faire un "vrai service civique", Unis-cités, à l'origine du concept, fait figure de pionnière en termes d'engagement citoyen. Dès 1995, l'association recrute en Ile-de-France ses 24 premiers jeunes volontaires pour une période de neuf mois. Entre 1995 et 2005, Unis-cité, soutenue par des entreprises et des collectivités territoriales mais sans financement régulier de l'État, agit pour la mise en œuvre de son modèle de service civique des jeunes. Et en diffuse largement l'idée dans la société. En 2005, Jacques Chirac lance le service civil volontaire (SCV), à la suite des émeutes dans les banlieues françaises. Ce premier pas dans la reconnaissance publique du dispositif imaginé par l'association donne un statut légal aux jeunes volontaires et la couverture sociale qui va avec. Il apporte également des financements pour les opérateurs du SCV. Comme d'autres organismes, Unis-cité travaille avec les services de l'État pour une mise en œuvre effective. Mais, faute de financements suffisants, l'ancêtre du service civique planifiait rapidement à 2 500 jeunes engagés bien loin des objectifs annoncés par le chef de l'État. Cinq ans plus tard, l'aventure humaine du "SC" commence enfin. On connaît la suite.

E.P.

LES TÉMOIGNAGES

"Cette sensation, très valorisante, d'avoir été

ÉLISE, 29 ANS, 8 MOIS DANS LE QUARTIER DU PANIER



En 2014, Élise, aujourd'hui 29 ans, a vécu sa mission de service civique comme une passionnante parenthèse entre son parcours étudiant et son entrée dans le monde professionnel. Une transition qui allait lui permettre de découvrir d'autres horizons, d'autres univers.

"L'expérience a été très enrichissante. Le fait d'être confrontée à d'autres jeunes venus de milieux différents m'a finalement permis de mûrir. D'affiner ma vision de la société, du monde et de mieux comprendre ce qui signifie l'égalité des chances". À 23 ans et après cinq ans de

d'études supérieures, la jeune Lyonnaise installée depuis plusieurs années à Aix-en-Provence va notamment passer huit mois dans le quartier du Panier à Marseille "Huit mois durant lesquels j'avais une mission de sensibilisation écologique. Mon vécu en termes d'animation m'a permis de mener de véritables projets collectifs. De les vivre au quotidien, de les partager avec d'autres personnes qui avaient le même âge que moi mais pas forcément le même vécu. Humainement, ces rencontres apportent beaucoup. J'en garde en tout cas un très bon souvenir.

"Et cette sensation, très valorisante, d'avoir été utile à la société. Le service civique est à ce titre un outil extraordinaire qui offre aux jeunes des perspectives parfois inattendues et permet de susciter de véritables vocations". Au terme de ces huit mois passés dans les quartiers prioritaires, Élise a poursuivi ses études et travaille aujourd'hui dans le domaine des statistiques sur les enjeux environnementaux en tant que data scientist.

FARAH, 23 ANS, AMBASSADRICE D'UNIS-CITÉ

Dès qu'elle évoque sa mission pour l'association Unis-Cité, le regard de Farah, jeune Marseillaise de 23 ans, s'illumine. "C'était tout simplement génial. Une aventure qui m'a marquée profondément et m'a fait grandir. Depuis toute jeune, je suis attachée au social. Là, j'ai pu m'y impliquer totalement durant huit mois en accompagnant des jeunes réfugiés parfois désorientés, Afghans ou Syriens, et en aidant des personnes âgées isolées. Au fil de nos activités collectives, tous m'ont beaucoup apporté et je leur ai donné le maximum. Et même si je ne parle pas pachtout

(langue parlée en Afghanistan) ou que je m'exprime mal en anglais, les échanges ont toujours été constructifs. Avec les mains, tout est possible. En travaillant tous ensemble, on s'écoute, nous sommes en tout cas arrivés à briser les barrières psychologiques qui nous éloignaient et surtout nous sommes parvenus à gommer

un bon nombre de préjugés". C'est avec incroyable enthousiasme que Farah évoque cette aventure humaine qu'elle a souhaité prolonger en devenant "ambassadrice" d'Unis-Cité.

"J'avais envie de partager mon expérience, de convaincre d'autres jeunes de s'engager. De témoigner auprès de personnalités du monde économique ou politique. Le service civique a donné un sens à mon engagement en tant que citoyenne. Il m'a permis de me confronter aux autres et de trouver ma voie. Et ça, je veux que tout le monde le sache. Je suis intimement convaincue que tous les jeunes devraient faire ce type de mission au moins une fois dans leur vie, pour aider les autres, acquérir des compétences professionnelles, tout en contribuant à développer une société plus solidaire". Au terme de cette année passée à porter la bonne parole, "l'ambassadrice" Farah est bien décidée à reprendre ses études pour devenir assistante sociale.

MOHAMED A OUVRIER CONTRE L'ISOLEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

Sur les bancs de l'université, Mohamed a longtemps cherché sa voie sans réellement la trouver. "Je préparais une licence en sciences informa-





**VICE
CIQUE**
1 pour chacun
de tous

sentir tout simplement utiles à la société.

/PHOTO MAXPPP

ENTRETIEN AVEC LA PRÉSIDENTE DE L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE

Béatrice Angrand : "Il y a eu des dérives, je les combats et les condamne"

500 000 engagés en 10 ans, c'est le chiffre qu'on espérait ?

C'est formidable. On a commencé avec 6000 engagés en 2010. Dix ans plus tard, le budget en prévoyait 140000 et on les a atteints. Au départ, c'était un projet ambitieux sur lequel on se posait beaucoup de questions. Comment l'ouvrir ? Finalement, on s'est dit que ce serait sur la base du volontariat. Et qu'on ferait entrer tout le monde. Tous les gouvernements ont joué le jeu et ça s'est ainsi construit, au fil du temps, avec la belle réussite que l'on voit.

Sait-on ce que deviennent les jeunes une fois le service civique terminé ?

On doit dire d'abord que ce service est une expérience enrichissante au cours de laquelle ils vont être accompagnés et donner de leur temps en échange d'une rémunération. Au fil des années, les missions deviennent de plus en plus intéressantes. Les jeunes acquièrent une confiance et une compétence qu'ils vont transférer dans le monde du travail. Ils vont découvrir un environnement proche de cet univers professionnel. Ce qui aide évidemment à chercher sa voie. Pour répondre à votre question, 44 % des jeunes continuent à s'engager et 40 % se retrouvent dans l'emploi.

Quel est le secteur le plus demandé ?

On peut dire que deux causes se dégagent : le développement durable et l'égalité femme-homme. Ensuite, on peut placer tous les autres secteurs au même niveau de demande. On retrouve la culture, la solidarité internationale, la lutte contre le décrochage scolaire, la continuité pédagogique et tout ce qui touche à la santé. À l'occasion du premier confinement, on a vu que beaucoup de gens se sont montrés solidaires, faisaient les courses pour les personnes âgées. On a pu constater que les jeunes étaient interpellés par la crise. La solidarité intergénérationnelle est une mission qui devrait se développer.

Quel est le portrait type de l'engagé ?

Ce sont majoritairement des filles. 61 %



Béatrice Angrand gère le service civique sur le plan national.

/PHOTO DR

contre 39 % de garçons. Les engagés sont jeunes évidemment, 21 ans de moyenne d'âge. On sait que 43 % s'engagent après le bac pour avoir une expérience. Et 13 % viennent de ce qu'on appelle les QPV, les Quartiers de Politique de la Ville. À ce sujet, 17 % des jeunes des QPV viennent de Paca qui est dans la moyenne nationale. Sur l'ensemble du territoire, 8000 engagés sont des mineurs décrocheurs. Enfin, 30 % sont des étudiants. Je crois que c'est très varié.

Il y a eu manifestement quelques dérives. Certains jeunes avaient une fonction d'employé et non pas d'engagé. Vous en avez conscience ?

Je combats et condamne les dérives. Pour 500 € par mois, on ne doit pas faire le même travail que celui qui gagne trois fois plus. Notre agence a un rôle de vigie et je peux vous dire qu'avant de donner l'agrément à un organisme, on l'accompagne. Puis, on exerce des contrôles. En 2019-20, on a contrôlé 1000 organismes, soit un peu plus de 10 % de ceux engagés dans ce dispositif. Et on a retiré des agréments. Je suis donc

consciente que le problème existe mais, ce dit, il faut savoir que les dérives sont résiduelles.

Quel est l'avenir du service civique ? Faut-il rester sur ce dispositif ou le réformer ?

Il n'est pas question de se reposer sur ses lauriers. Puis, la crise a changé la nature des missions. Il faut savoir s'adapter. Et s'adapter aux demandeurs qui sont de plus en plus nombreux à venir du monde universitaire. On doit savoir là où ils veulent aller. Puis, il y a des domaines, comme le développement durable où l'offre est en deçà des demandes. On doit s'améliorer. Il va falloir qu'on s'efforce aussi de valoriser le service civique. Beaucoup de parents disent aux enfants qu'ils vont perdre leur temps. C'est faux. Enfin, on doit renforcer le sentiment collectif. Il faut que les jeunes sentent qu'ils mènent une action commune. On peut organiser, par exemple, des rencontres de volontaires. Vous voyez, il nous reste plein de choses à faire.

Propos recueillis par J.-J. F.

utile à la société"; "Ça m'a permis de trouver ma voie"

tiques mais je n'étais pas réellement convaincu. Et puis un jour, on m'a parlé du service civique. J'ai alors décidé de faire une pause".

Quelques semaines plus tard, il commence sa mission avec Unis-Cité contre l'isolement des personnes âgées à Marseille. "J'avais envie de me sentir utile. J'avais besoin de concret. Pour moi, il était inconcevable que des personnes âgées se retrouvent seules, livrées à elles-mêmes. Oubliées ou délaissées. Pendant huit mois, j'ai multiplié les visites à domicile ou dans les Ehpad. J'apporterais des choses, j'échangeais. Une expérience très enrichissante et valorisante. Deux ans plus tard, j'ai d'ailleurs gardé plusieurs contacts".

Dans sa cité de Félix-Pyat, située dans le troisième arrondissement de Marseille où plus de 55% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, Mohamed saisit la moindre occasion pour faire la promotion du service civique auprès des jeunes du quartier. "Je m'efforce de transmettre un message positif. De faire comprendre aux gamins l'importance de s'ouvrir à d'autres horizons, de se bouger afin de se positionner dans la société. Pour les aider, j'ai même monté une association dans la cité". Au terme de sa mission, Mohamed est devenu "ambassadeur". Et a finalement décroché un contrat à durée indéterminée en tant que conseiller au Centre régional information jeunesse (Crij).

KAWTHER, 24 ANS, LA PASSION DE L'INTERNET ET DE LA COMMUNICATION

Elle a démarré en septembre, terminera en juillet. Et manifestement, elle ne compte pas les jours. Kawther est ravie de vivre cette expérience qui lui ouvre bien des horizons. Mais quelle est sa mission ? La jeune Manosquine, qui possède un Bachelor en commerce international,



est engagée dans "Une boussole pour les Volontaires". Dans le cadre du service jeunesse DLVA (Durance Luberon Verdon Agglomération), elle accompagne vers l'insertion sociale des volontaires européens accueillis sur l'agglomération. Et dans le même temps, elle fait la promotion du volontariat sur le territoire.

"En fait, j'ai deux missions. Je m'occupe des volontaires qui viennent en France dans le cadre du Corps Européen Solidaire. Ils sont dans le service civique comme moi. Mais ils font autre chose. Par exemple, ils assistent des professeurs de langue. La deuxième partie de mon activité c'est de promouvoir le volontariat. Concrètement, j'encourage les jeunes à s'engager en intervenant, par exemple, dans une Mission locale ou une École de la Deuxième Chance."

Quels sont les bienfaits du service civique chez Kawther ? En s'engageant, elle pensait surtout à l'intérêt qu'elle porte à l'international. Mais sa mission lui a permis d'enrichir ses compétences dans le domaine de la communication où elle compte creuser sa voie. "Quand j'ai démarré, je voulais garder le contact avec l'international mais ma mission me permet aussi de progresser dans ce que je veux faire plus tard, de créer des visuels, d'animer des réunions, de m'organiser aussi. Je consolide mon projet de travailler dans la communication digitale".

Océane, 22 ANS, VEUT RAPPROCHER LES JEUNES DE LA POLITIQUE ET DES ÉLUS

Océane vit à Saint-Julien, tout près de Vinon. Mais elle est surtout très proche de... Kawther (voir ci-dessus). Si elle exerce une activité dans le même environnement, soit le service jeunesse Durance Luberon Verdon Agglomération, cette jeune étudiante en Droit a pris une autre orientation. Sa mission, chez les 16-25 ans, est d'encourager les jeunes du territoire alpin à faire vivre le projet "Envol pour la jeunesse".

Un projet qui doit permettre aux jeunes de croiser la route d'élus et d'autres professionnels des collectivités en lien avec la jeunesse. "Ensemble et grâce à l'intelligence collective, explique Océane. Ils vont définir les thématiques prioritaires à travailler pour le prochain mandat des acteurs de la politique de la jeunesse".

A une époque où jeunes et élus ne font pas forcément bon ménage, Océane essaie de dresser des passerelles, de motiver les jeunes et de les faire s'engager dans des démarches participatives. Son quotidien c'est prendre des rendez-vous, monter des ateliers, faire des vidéos. Elle se consacre aux autres. Et, quoi qu'il arrive, le service civique lui aura été particulièrement bénéfique.

"Car je n'avais pas l'habitude de travailler en équipe et c'est ce que je fais maintenant." Puis, cette étudiante, qui nourrit de belles ambitions -- elle aimerait être préfète -- a ainsi la possibilité de découvrir un univers qui devrait être le sien quand s'achèveront ses études. Et que viendra l'heure de basculer dans la vie professionnelle : "Ce service civique me permet de mettre un pied dans la fonction publique. Tout en restant étudiante, je rencontre plein de personnalités, je me crée un réseau, ce qui pourrait me servir si demain je réussis à travailler dans le milieu de la politique".

Mais si le volontariat, d'un côté, et le désir de rencontrer des élus, de l'autre, sont le moteur de son engagement dans le service civique, le Covid aura eu l'effet d'un détonateur aussi. Avec les contraintes sanitaires, le risque était grand pour Océane de se confiner physiquement, mais intellectuellement aussi. S'engager permit quelque part de se libérer : "Pendant un an, j'ai été à l'arrêt et je me demandais ce que je voulais faire. Le Covid m'a fait sortir, m'a permis d'avoir un cadre, de m'impliquer dans une cause." Sauvé par le Covid ? N'exagérons rien mais la maladie a peut-être permis à Océane de creuser un peu plus sa route. Et de la pousser vers la fonction à laquelle elle aspire. Préfète, on l'a dit, mais... pas forcément. Attachée parlementaire est une piste aussi. Et il y en a d'autres. En tout cas, il s'agira d'une activité proche d'un élu et au cœur de la vie politique. Quel cas, le service civique aura été la plus belle des réussites.

E.P. et J.-J. F.



PRIORITÉ SENIORS

Ils sont de plus nombreux à vouloir effectuer une mission dans le cadre du service civique. Pour répondre à cette vague de demandes (3 pour 1 place), le gouvernement a souhaité multiplier les possibilités et diversifier les actions. Une stratégie qui va notamment bénéficier au domaine de l'accompagnement des seniors pour lequel 10 000 missions sont proposées jusqu'à la fin de l'année. Le but est de permettre de valoriser le secteur du "Grand Âge" tout en redonnant le moral à des aînés durement impactés par la crise sanitaire. Il faut d'ailleurs rappeler qu'actuellement en France, 900 000 seniors souffrent de solitude, selon une étude de l'institut CSA. Un chiffre qui devrait sensiblement augmenter dans les années à venir avec le vieillissement de la population. Pour Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargée de l'Autonomie, "le volontariat des jeunes en service civique auprès de personnes âgées contribue à renforcer les liens entre les générations et ainsi lutter contre l'âgisme, ces représentations sociales et culturelles bien souvent erronées de la vieillesse. Face à la crise sanitaire, c'est un atout précieux pour renforcer les actions de lutte contre l'isolement des personnes vulnérables engagées par les élus locaux et dans les établissements. C'est un très bel exemple de solidarité intergénérationnelle en actes."

E.P.